

L'immense potentiel de la transformation du secteur de la construction

INVESTISSEMENT. Les indices se sont nettement repris après la crise. Et les perspectives à long terme sont aussi attrayantes alors que le chantier le plus important de la branche s'engage.



Antonio Garufi
Gestionnaire de fonds, Decalia

Après le plongeon obligé du printemps 2020, le secteur de la construction a opéré un magnifique rétablissement. Après une contraction de près de 3% enregistrée l'an dernier, il pourrait gagner plus de 5% cette année. Entre la fin mai 2020 et la fin mai 2021, les sous-indices spécialisés du S&P500 - Construction & Engineering et Construction Materials - ont ainsi bondi de plus de 25%.

Au-delà de cette reprise cyclique, les perspectives sur le long terme s'avèrent tout aussi attrayantes. Car le monde du bâtiment s'engage en ce moment même dans le chantier le plus important de son histoire, celui de sa propre rénovation. Au cours des prochaines décennies, il va lui falloir se réinventer et repenser ses pratiques pour satisfaire à des exigences envi-

ronnementales de plus en plus pressantes.

D'ici à 2050, pour se caler sur le calendrier de la COP21, le bâtiment doit devenir beaucoup moins consommateur en énergie et bien moins polluant qu'il ne l'est actuellement. De nouveaux matériaux, plus économes en ressources, plus écologiques, plus modulables, doivent désormais guider la création de nouveaux édifices, plus intelligents, plus responsables.

Plus d'un quart des émissions de CO2

Pour prendre l'exemple de la Suisse, où deux habitations sur trois ont perdu leur crémaillère avant 1980, les bâtiments, accaparent à eux seuls 40% de la consommation d'énergie nationale. Ils produisent plus d'un quart des émissions de CO2 de tout le pays. Partout ailleurs, le topo est à peu près le même. Le secteur a

INDICES DE LA CONSTRUCTION - PERFORMANCE SUR 3 ANS



Les indices spécialisés dans le secteur de la construction affichent une très forte progression, atteignant des niveaux bien supérieurs à ce qu'ils étaient avant la crise du Covid-19.

Decalia

émis en 2019 dix milliards de tonnes de CO2, soit environ le tiers des émissions mondiales. Hiver dernier l'UE s'est engagée à la «neutralité carbone» pour les nouvelles constructions d'ici 2050, ainsi qu'à une réduction de 40% des émissions de carbone dans ce secteur d'ici 2030. Du résidentiel aux infrastructures, tous les segments du secteur vont être amenés à proposer de nouvelles solutions. Les innovations atten-

dues portent aussi bien sur les matériaux que sur l'énergie ou le digital, où les applications se multiplient à l'intention des utilisateurs comme des constructeurs.

Sur le plan des matériaux, il est clair que la tendance est au bioclimatique, ne serait-ce que pour réduire la dépendance au ciment. Sa production annuelle avoisine les quatre milliards de tonnes, en nette progression grâce entre autres à la demande en provenance

de Chine. L'industrie voit apparaître de multiples alternatives, écologiques et durable. A ce jour, le marché des matériaux de construction frappés du label «Vert» est estimé à 200 milliards de dollars. D'ici cinq ans, sa taille devrait avoir plus que doublé.

Il est cependant encore un peu tôt pour annoncer la fin du béton. D'autant que lui-aussi se réinvente. Engagé dans une profonde refonte de sa gamme, LafargeHolcim propose ainsi un béton vert baptisé ECOPEX, qui s'inscrit dans la stratégie net zéro de l'entreprise.

Un secteur qui a sérieusement pris du retard

Dans ces bâtiments rénovés, l'énergie sera renouvelable ou ne sera pas, sur le modèle du solaire ou de la géothermie par exemple. Elle sera par ailleurs autrement mieux maîtrisée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Et le digital ajoute une couche à cet improbable mille-feuilles avec de nou-

veaux outils et process qui vont optimiser les diverses activités et usages d'un secteur qui a sérieusement pris du retard dans le domaine. Le Click, d'une part, et le Mortar, de l'autre, se préparent donc à cohabiter.

Le terme de ConstrucTech est de plus en plus employé. Il couvre dans l'immédiat cinq grands thèmes : productivité, expérience utilisateur, sécurité, développement durable et smart cities.

Que ce soit en Europe ou en Amérique du Nord, le bâtiment et les travaux publics affichent des marges nettes très faibles. Elles se situent en moyenne entre 1,5 et 2%. Avec cette rénovation globale, les industriels peuvent envisager des niveaux de rentabilité de 5 et 10% selon les environnements. Ce sont en tout cas les perspectives que tracent en ce moment même les plans de relance de l'administration Biden aux Etats-Unis et du Pacte Vert de l'Union Européenne. ■

Volumes et transactions ont enregistré une hausse sensible

OTC-X/BCBE. Le négoce sur la plateforme de gré à gré a connu un niveau d'activité élevé, notamment grâce au titre Cham Group qui a été avidement négocié.

La plupart des indices ont fini la semaine dans le vert. Le Top50 (+1,0%) et le All Share (+0,9%) ont fait nettement mieux que le Liquidity (+0,1%), alors que le Premium a reculé de 0,1%.

Parmi les baromètres de branche, seuls Immobilier (-1,0%) et Tourisme/loisirs/autres (-1,5%) se sont contractés, la première place revenant à Alimentation et boissons (+3,3%). Les volumes ont totalisé 4,2 millions de francs, contre 3,5 millions la semaine

précédente. Le nombre de transactions a grimpé à 304 (244). Sur l'ensemble du mois de mai, les échanges ont atteint 14,1 millions de francs en 1067 opérations, contre 14,8 millions et 1036 transactions en avril. La barre des 1000 transactions a ainsi été franchie pour la troisième fois d'affilée. Le mois de mai 2020 avait généré 8,9 millions de francs en 666 transactions. A lui seul, Cham Group a réalisé près de 1,6 million de francs en 58 trades pendant la

semaine sous revue. La fourchette de négoce s'est établie entre 470 et 490 francs, et le cours acheteur s'est replié de 2,3% à 470 francs. NZZ a généré 419.000 francs en 11 passages entre 5300 et 5550 francs. Le cours acheteur s'est apprécié de 3,4% à 5400 francs. L'éditeur zurichois a récemment annoncé son intention de renforcer la rédaction de son antenne berlinoise avec quatre nouveaux journalistes, afin d'accélérer la dynamique positive outre-Rhin. La troisième marche du podium revient à CasaInvest Rheinfalt avec 324.000 francs en 7 passages entre 435 et 448 francs. Le cours acheteur a chuté de 4,7% à 425 francs. Avec 258.000 francs en 3 transactions entre 127 et 128 francs, Menzi Muck passe derrière.

Le club des plus de 100.000 francs a notamment accueilli SGV. La Société de navigation sur le lac des Quatre-Cantons (SGV) est parvenue à éviter le surendettement grâce à un abandon de créances.

Dans un entretien à schweizeraktien.net, le CEO Stefan Schultze a indiqué que l'entreprise était sur la bonne voie en termes de résultats grâce aux économies réalisées et à l'indemnisation du chômage partiel d'une partie du personnel. L'action s'est négociée entre 240 et 259 francs. (awp)

Le Pakistan confirme ses ambitions vertes

OBLIGATAIRE. Le pays s'appête à signer son programme «dette-pour-nature» et sera l'hôte officiel de la journée mondiale de l'environnement le 5 juin.



Catherine Reichlin
Responsable de la recherche financière, Mirabaud

S'il faut être deux pour danser le tango, l'un des deux doit également mener la danse; tout du moins jusqu'à ce que l'alchimie fasse son œuvre. Selon deux enquêtes de Bank of America Merrill Lynch sur l'ESG dans les marchés émergents, l'une auprès des investisseurs, l'autre auprès des émetteurs, ce sont les investisseurs qui mènent la danse.

«Water and Power Development Authority, l'autorité étatique en charge des développements énergétiques, est à l'origine de 96% de l'énergie hydro-électrique produite dans le pays.»

Pas moins de 90% des émetteurs indiquent la demande comme leur première motivation à agir. Une meilleure gestion des risques et la demande de leurs propres clients sont les motivations principales des investisseurs. Une dynamique qui rappelle celle qui a amené le décollage et l'accélération dans les marchés développés, c'est dire le potentiel. Ce climat favorable a permis au Pakistan

de transformer son essai du mois d'avril dernier en émettant une nouvelle obligation, mais verte cette fois-ci. Le pays ambitionne de passer à la vitesse supérieure dans le domaine de la transition énergétique. Il sera l'hôte officiel de la journée mondiale de l'environnement le 5 juin et s'appête à signer son programme «dette-pour-nature» («debt-for-nature»). Le pays est même parvenu à faire effacer quatre de ses prêts par des créanciers étatiques à condition qu'il investisse dans la protection de l'environnement.

Quoi de plus naturel donc que d'émettre une obligation verte? Water and Power Development Authority (WAP-DA), l'autorité étatique en charge des développements énergétiques, est à l'origine de 96% de l'énergie hydro-électrique produite dans le pays. Celle-ci compte pour 25% de l'électricité totale et devrait atteindre 50% d'ici à 2030. Cette obligation inaugurale de 500 millions de dollars de maturité dix ans offre le rendement le plus élevé parmi les emprunts verts émergents. De quoi attirer les convoitises et un beau succès: des carnets d'ordres couvrant quatre fois l'emprunt et un coupon abaissé de 8% à 7,5%. Après une

semaine, le rendement est de 7,32%. L'emprunt existant du Pakistan de maturité dix ans cote avec un rendement de 6,65%. Soit 60 points de base de moins, reflétant la faiblesse du profil financier de WAP-DA. De lourdes charges d'investissement conjuguées avec une peine à collecter les revenus, restreignent la flexibilité financière de l'entité. Une position délicate si le pays ne la soutenait pas.

De son côté, le Pakistan continue de redresser la barre mais reste au bénéfice d'un programme du FMI et de conditions financières très accommodantes qui pourraient être encore étendues. Au-delà de la réalité financière et économique qui prête pourtant déjà à discussion, les aspects ESG méritent également d'être évoqués. Cette obligation verte soulève une question de taille pour les investisseurs ESG: le fait que l'obligation soit «verte» nous dédouane-t-il de la qualité ESG de l'émetteur, ici le Pakistan? Un pays certes en progrès et plein de bonne volonté sur l'aspect environnemental mais dont la marge d'amélioration reste de taille à divers niveaux, dont celui pas moindre des droits humains. Des questions saines à se poser avant d'entrer dans la danse et risquer de se faire marcher sur les pieds. ■

AGEFI

Adresse centrale:
Nouvelle Agence Économique et Financière S.A.
Route de la Chocolaterie 21
Case postale 61 - 1026 Echandens-Denges
Tél. +41 (0)21 331 41 41 - agefi@agefi.com
Zürich:
Postfach 24 - 8032 Zürich
Tél. +41 (0)44 254 39 20
Genève:
Rue des Bains 35 - 1205 Genève
Tél. +41 (0)21 331 41 41

Président du conseil d'administration:
Raymond Loretan
CEO - Rédacteur en chef: Frédéric Lelièvre
Rédacteur en chef adjoint: Luc Pettifère
Chief d'édition: Johan Friedli
Rédaction: redaction@agefi.com
Christian Affolter, Maude Bonvin, Justine Fleury, Stéphanie Giroud, Marine Humbert, Matteo Ianni, Sophie Marenne, Levi-Sergio Mutemba, Philippe Rey, Pascal Schimack, Caroline Spier

Édition (soit):
Eric Loup, Guillaume Ott, Julie Pelloux, Serge Rapin

Imprimerie:
CH Media Print AG

Directeur commercial:
Olivier Bloch

Ventes (publicité):
Christian Nicollier.
(Suisse romande - Tessin - France - UK)
079 934 10 57 - c.nicollier@agefi.com
Beatrice Leuenberger.
(Suisse allemande)
044 254 39 21 - b.leuenberger@agefi.com

Impressum

Représentations internationales:
Allemagne, BENELUX, Grande-Bretagne, France, Italie sur agefi.com/annonces/media-kit
Ventes en kiosques:
7Days (Genève)
Comptabilité, administration:
Patricia Chevalley - 021 331 41 02
Informatique IT, production:
021 331 41 07 - it@agefi.com
Service client lecteurs et annonceurs:
Elise Choaissou - 021 331 41 72
Perrine Pingat - 021 331 41 40
Abonnements:
Tél. +41 (0) 21 331 41 41
E-mail: abo@agefi.com
Abonnements numériques à partir de CHF 1.- par mois. Toutes les offres y compris pour les suppléments sont sur www.agefi.com
Nous consulter pour les offres Entreprises

Tous les droits sont réservés. Toute réimpression, copie de texte, de photo ou d'annonce, ainsi que toute utilisation sur les supports optiques, électroniques ou autres, soumises à l'approbation préalable de la rédaction en chef en vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la loi contre la concurrence.



MIX
Papier aus verantwortungsvollen Quellen
Papier frei von schädlichen Substanzen
Carta da fonti gestite in maniera responsabile
FSC® C007439